

Nouveau Grand Paris : accélération avec moins de budget ?

Lors du Conseil des ministres du 9 juillet dernier, le Premier ministre a indiqué que «les engagements pris par le gouvernement dans le cadre de la feuille de route du Nouveau Grand Paris seront tenus» tant pour l'amélioration des réseaux existants (plan de mobilisation des transports) que pour la réalisation des nouvelles lignes de métro du Grand Paris Express. Manuel Valls a de surcroît décidé que la réalisation de celui-ci serait accélérée. La desserte de l'aéroport d'Orly par la ligne 14, du plateau de Saclay par la ligne 18 et des zones d'activité économique situées entre Pleyel et Roissy par la ligne 17 sera assurée dès 2024.

On peut s'interroger sur ces annonces d'accélération du calendrier : leur faisabilité technique dans ces délais reste à prouver et le caractère prioritaire de ces branches est discutable, notamment pour la ligne 17, dont la réalisation signera la fin du barreau de Gonesse, mais surtout celle du CDG Express, qui représente la seule liaison ville-aéroport crédible pour l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle. L'AUT rappelle que s'agissant du Grand Paris Express, c'est la rocade complète assurée par la ligne 15 qui présente l'intérêt le plus grand, entre autres pour son effet déchargeant sur le réseau existant.

Mais surtout, ces annonces interviennent dans un contexte où le financement des autres investissements dans les transports franciliens est mis à mal. Le protocole Etat / Région de l'été 2013 prévoyait une dotation de 150 M€ par an pour que la Région puisse honorer sa part. L'abandon (provisoire ?) de la réévaluation de la taxe de séjour reporte cette perspective à 2015 au mieux. Mais la part de l'Etat dans cet accord n'est pas du tout acquise non plus, puisque les 200 M€/an prévus devaient être alimentés par une portion des recettes de l'écotaxe poids-lourds, désormais réduite comme peau de chagrin.

Dans ce contexte, au lieu de pratiquer la surenchère dans les effets d'annonce, les pouvoirs publics feraient mieux de commencer par sécuriser les financements des nombreux projets prêts à rentrer en phase travaux.